



Les Etats-Unis « *pourraient cesser de subventionner les services postaux qui transportent des médicaments pour l'avortement illégal depuis l'outre-mer* ».

En effet, Donald Trump a annoncé le retrait des Etats-Unis d'une « *agence peu connue de l'ONU qui établit des normes pour les questions relatives à la poste internationale* », dénommée Union Postale Universelle (UPU). Cet organe des nations unies travaille à harmoniser les services postaux nationaux pour permettre la distribution du courrier dans le monde entier, mais elle agit aussi en classant les pays en fonction de leur développement économique, « *afin de subventionner le commerce provenant de pays moins développés* ». Parmi les pays du groupe 4, ceux qui reçoivent de plus grandes subventions postales, se trouvent l'Inde et parmi ceux du groupe 3, se trouvent la Chine. Or, le commerce illicite de drogues opiacées aux Etats-Unis se fournit pour partie en Chine, et de la même façon des médicaments abortifs sont envoyés depuis l'Inde aux femmes américaines qui en font la demande sur un site internet appelé *Aid Access*.

Aid Access a été lancé par une femme néerlandaise, médecin, Rebecca Gomperts, qui est aussi à l'origine de *Women on waves*^[1] et *Women on web*^[2] pour pratiquer l'avortement dans les pays où il est illégal. Sur ce site internet, on lit que l'avortement médicamenteux provoqué soi-même avec des pilules achetées en ligne est « *sans danger* ». On y trouve aussi un avertissement : « *Vous ne devez pas dire au personnel médical que vous avez essayé de provoquer un avortement ; vous pouvez lui dire que vous avez eu une fausse couche spontanée* ». Ainsi, commente le CFAM^[3], « *en plus de contribuer à la sous-estimation des risques présentés par les abortifs, cet avis protège potentiellement Aid Access contre toute implication si une femme utilisant ses services subit de graves préjudices, et même la mort* ».

Face à cette « *importation bon marché de misoprostol et de mifepristone* » pour des avortements, la FDA a annoncé son intention d'enquêter sur *Aid Access*, et a publié un avertissement « *exhortant les femmes à ne pas mettre en danger leur santé en achetant en ligne ces produits et en l'utilisant sans surveillance* ». La FDA insiste pour que la mifepristone « *soit distribuée sous la surveillance d'un professionnel de santé* », ces

mesures étant destinées à « *protéger la santé des femmes* ». En outre, une autre raison pour laquelle l'emploi de ces produits est restreinte, est « *le risque que la femme enceinte soit contrainte de les prendre ou se les voie administrer sans le savoir ou sans l'avoir consenti. Cette question n'est pas qu'hypothétique : au début du mois, un homme du Wisconsin a été condamné à 22 ans de prison pour avoir introduits des abortifs dans la boisson de sa petite amie enceinte* ».

[1] [Le « navire pour l'avortement » se rabat sur le Mexique , Le "bateau de l'avortement" fait des vagues aux Pays-Bas, 'Bateau de l'avortement" : le Portugal condamné](#)

[2] [Irlande : plus de 5600 femmes auraient fait appel à une IVG médicamenteuse "illégale"](#), [Epidémie Zika : Une ONG propose l'avortement par la poste , IVG par Internet pour 90€, A propos de Women on Web](#)

[3] [Center for family and human rights.](#)